

## La situation au Mali, un mélange d'impasse et d'impuissance

**LE PLUS.**Le président malien Amadou Toumani Touré a manqué sa sortie de fin de mandat prévue le 29 avril. Pris en étau entre une junte et les affrontements entre les rebelles Touareg et l'AQMI, le pays semble se trouver dans une situation inextricable. Et c'est là un bien mauvais signal qu'envoie les grandes nations qui restent impuissantes.

La France et les autres puissances occidentales et africaines sont aujourd'hui les témoins du drame qui secoue le Mali.

Rappel des faits : dans la nuit du 21 au 22 mars dernier, le président Amadou Toumani Touré dit "ATT" est renversé par un groupe de militaires à quelques semaines des élections présidentielles initialement prévues et sans doute reportées *sine die*. Ces derniers sont représentés par le CNRDRE (Conseil national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat), présidé par le capitaine Amadou Sanogo. Les militaires dissidents reprochent au pouvoir en place d'être inefficace et de ne pas doter l'armée de moyens suffisants pour protéger le pays des groupes terroristes proches d'AQMI qui opèrent depuis le début de l'année dans le nord du pays.

### Tombouctou, Kidal et Gao abandonnés

Ce chamboulement politique, affaiblissant logiquement le pays, a été le signal pour les rebelles Touareg du mouvement MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) entre autres et pour l'organisation salafiste Ansar Dine proche d'AQMI d'intensifier les combats dans le nord du pays

Très rapidement, l'armée a subi une série de défaites et a dû se replier plus au sud, abandonnant les villes de Tombouctou, Kidal et Gao. Bien que les forces du MNLA aient annoncé aujourd'hui la fin de leur campagne militaire, refusant ainsi de descendre plus au sud, la situation n'en est pas pourtant meilleure. Au contraire, il semble bien que les rebelles Touareg sont moins puissants que les forces des groupes proches d'AQMI qui se constituent ainsi un espace pour perpétrer leurs actes terroristes.

### Comment rétablir la situation

La perte de contrôle est manifeste, si tenté qu'il y ait eu un véritable contrôle auparavant. Il y a donc une junte qui entend mettre en place un nouveau gouvernement, des rebelles Touareg qui souhaitent l'éclatement du pays (en créant l'Etat de l'Azawad) et des membres d'AQMI qui aspirent au chaos pour s'implanter durablement sans être inquiétés. Pour mettre un terme à cette situation dont les effets pourraient se propager rapidement aux Etats voisins comme la Mauritanie, le Niger et l'Algérie, que faire ?

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) cherche à se mobiliser et à faire pression sur le Mali qui fait d'ailleurs partie de la CEDEAO, sans grand succès pour l'instant, les lenteurs de coordination n'étant pas étrangères à cette situation. Certes une force militaire de plus de 2000 hommes est en cours de création, à partir des pays membres, la France proposant une aide logistique.

Mais il sera trop tard : l'organisation Ansar Dine semble avec une étonnante facilité s'implanter efficacement et rapidement dans le Nord, avec pour objectif final de faire appliquer la Charia. De plus, l'ingérence induite par une telle opération aurait des conséquences difficiles à mesurer aujourd'hui. Rappelons que c'est la junte qui demande une aide extérieure, alors que sa légitimité est pour le moins faible pour l'instant.

## La France fait le choix de la diplomatie

On aurait pu s'attendre à une puissante implication de la France, eu égard à la forte communauté malienne en France, mais la stratégie retenue est toute autre : utiliser la voie diplomatique pour juguler la crise tout en restant mesuré. Ce choix est plus que raisonnable, les groupes islamistes affiliés à AQMI détenant encore plusieurs otages français. Nul doute qu'en cas d'intervention armée, ils seraient utilisés comme moyen de pression sur le gouvernement français, ce qui à quelques semaines de l'élection présidentielle serait du plus mauvais effet pour le pouvoir en place.

C'est donc via l'ONU que la France cherche à imposer sa stratégie, le Conseil de sécurité des Nations unies ayant adopté mercredi une déclaration condamnant le coup d'Etat et demandant un cessez-le-feu dans le Nord du pays. Cela sera-t-il suffisant pour apaiser la zone ? Sans doute pas, les rebelles Touareg et les groupes islamistes comptant conserver la partie nord du pays, grâce aux nombreuses armes dont ils disposent et à la déliquescence du pouvoir en place.

## Une intervention militaire serait une erreur

On est clairement dans l'expectative à l'heure actuelle, les positions de chacun conduisant à une absence de décision ferme, la perte de temps jouant évidemment en faveur des groupes islamistes au Nord. Outre la question humanitaire qui ne doit pas être occultée (on parle déjà de plus de [200.000 déplacés](#)), c'est bien la dimension sécuritaire de la zone Sahel qui doit attirer l'attention, sans quoi elle pourrait devenir un peu plus une base arrière du terrorisme.

Une intervention militaire ne serait clairement pas la bonne solution, et ce pour deux raisons fondamentales :

1. Ce serait répondre positivement à une demande formulée par une junte militaire dépourvue de la moindre légitimité dans le pays.
2. Le succès de l'opération est loin d'être certain, les Touaregs connaissant parfaitement la zone et les groupes islamistes ayant un réseau pouvant facilement les faire quitter les zones de combat. L'enlisement serait fortement probable.

## Ne rien faire : pire que tout

Toutefois, ne rien faire serait une solution bien pire et le message envoyé au monde catastrophique. Le cas malien montrerait que les groupes terroristes sont capables de tirer parti avec une grande facilité des faiblesses d'un pays pour s'y implanter et mener leurs opérations de terreur. Qui serait le prochain ?

En affichant de façon aussi visible leur puissance, les groupes terroristes liés à AQMI ont peut-être pris un trop grand risque. On sait que des chefs d'AQMI se trouvent actuellement au Mali, l'utilisation des services secrets pour les arrêter serait sans doute une solution à envisager. Certes, une telle opération est complexe et demande des moyens importants, mais c'est l'une des rares fois où les responsables de groupes terroristes responsables de la mort de centaines de personnes sont relativement localisables. Le cas irakien a montré qu'en neutralisant systématiquement les leaders des cellules d'Al-Qaida, aussi petites soient-elles, on parvenait à créer de graves problèmes à l'organisation.

L'exemple du Mali témoigne en tout cas de l'impuissance des grandes nations, qui se trouvent dans l'incapacité d'éviter l'éclatement du pays. Il ne faudrait pas tomber dans le piège de l'ingérence, dont les conséquences sur le long terme sont toujours difficiles à imaginer, mais une sérieuse réflexion est indispensable pour chercher à contrer ces groupes terroristes transnationaux, qui profitent de la moindre faiblesse d'Etats fragiles pour les gangréner et prospérer. Ce n'est pas l'affaire que des pays touchés, il en va de l'intérêt de tous.